

No. 42052

**France
and
China**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the People's Republic of China concerning the establishment of a State communication link. Beijing, 23 October 2000

Entry into force: *1 August 2001 by notification, in accordance with article 8*

Authentic texts: *Chinese and French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 14 November 2005*

**France
et
Chine**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine relatif à l'établissement d'une liaison d'État. Beijing, 23 octobre 2000

Entrée en vigueur : *1er août 2001 par notification, conformément à l'article 8*

Textes authentiques : *chinois et français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 14 novembre 2005*

法兰西共和国政府和中华人民共和国政府关于建立两国元首间热线的协议

法兰西共和国政府和中华人民共和国政府(以下简称“双方”),根据中华人民共和国主席一九九九年十月对法国进行国事访问期间两国元首共同表达的意愿,考虑到在对等的基础上安装法中最高领导人进行电话联系所必需的技术设备符合双方的共同利益,兹达成协议如下:

第 一 条

双方建立爱丽舍官和中南海之间的直通保密电话(以下简称“热线”),以便双方最高领导人进行保密电话通话、密码传输文件,并在技术发展产生新的需要时建立其它通讯方式。

第 二 条

双方应充分采用各种手段以保证热线的随时畅通。
为此,双方在爱丽舍官和中南海之间各自建立一种热

线联系方式,在技术方面对其负责。

第 三 条

双方各自指定如下机构负责执行本协议:

法方为共和国总统特别参谋部;

中方为中南海电信局。

对于热线的实施方案,两个机构应共同:

(一)确定热线的技术配置和所需设备的类型;

(二)开列热线设备所需部件的清单;

(三)界定双方为提供热线设备所需部件所承担的责任;

(四)制定有关热线建立、运转和维护规则的技术议定书。

在热线建立后,两个机构应在必要时共同召开专家会议,讨论与实施本协议有关的任何问题,包括必要时,经双方同意,修改和补充本条第二款第四项规定的技术议定书。

第 四 条

为在本协议签署后尽快建立热线，双方应采取相应措施：

（一）提供其根据本协议第三条第二款第三项规定的部件。

（二）主动实施根据本协议第三条的规定所制定的技术议定书。

第 五 条

为确保在本国领土上的热线随时畅通，双方应制定适当的措施并主动加以落实。

双方应根据本协议第三条和第四条规定保证对其所提供的设备进行维护。

当热线因在第三国领土上出现故障而无法工作时，双方应根据国际电话电报协商委员会通过的程序，与该国联系，要求其恢复热线畅通。

第 六 条

双方不将任何与热线设备有关的情况提供给第三国及其法人或自然人。

双方应在本国采取一切必要措施，避免泄露通过热线传递的信息。

第 七 条

实施本协议所需费用的分担问题，将由双方在本协议第三条第二款第四项所指的技术议定书中共同确定。

实施本协议所需费用将由双方在其预算资金的范围和框架内负担。

第 八 条

双方各自完成使本协议生效的国内法律程序后，应以书面形式相互通知。本协议自最后有关通知收到之日的下个月第一日起生效。

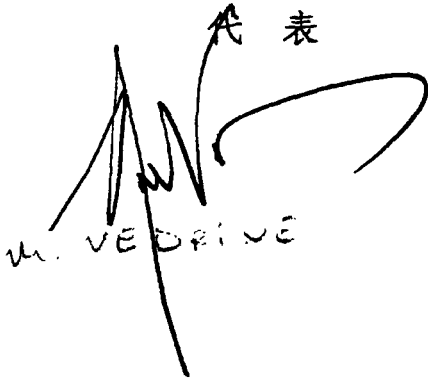
任何一方可以书面形式通知另一方终止本协议。协议

在收到这一通知之日起六个月后终止，协议的终止不影响任何一方根据本协议对另一方或第三方所作承诺的完成。

本协议于二〇〇〇年十月二十三日在北京签订，一式两份，每份均用法文和中文写成，两种文本同等作准。

法兰西共和国政府

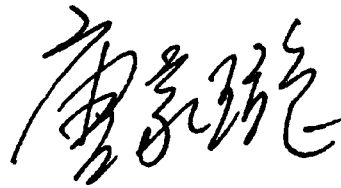
代表



M. VEDRINE

中华人民共和国政府

代表



[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE
RELATIF À L'ÉTABLISSEMENT D'UNE LIAISON D'ÉTAT

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire de Chine, ci-après dénommés “les Parties”, considérant qu'il est de leur intérêt commun que soient mis en place, sur la base de la réciprocité, les moyens techniques nécessaires aux contacts téléphoniques au plus haut niveau, conformément à la volonté conjointement exprimée par les deux chefs d'Etat lors de la visite d'Etat effectuée en France au mois d'octobre 1999 par le Président de la République populaire de Chine,

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1

Les Parties établissent entre le Palais de l'Elysée et Zhongnanhai une liaison téléphonique sécurisée directe - ci-après dénommée “liaison” - destinée aux conversations téléphoniques confidentielles au plus haut niveau, au transfert chiffré de l'écrit et, le cas échéant, aux modes de communication que l'évolution du contexte technique rendrait souhaitables.

Article 2

La disponibilité permanente de la liaison est assurée par la mise en oeuvre de moyens suffisamment diversifiés.

A cette fin, chacune des Parties met en place entre le Palais de l'Elysée et Zhongnanhai un mode de liaison dont elle est techniquement responsable.

Article 3

Les Parties désignent, chacune pour ce qui la concerne, un organisme responsable de la mise en oeuvre du présent accord :

- pour la Partie française, l'Etat-major particulier du Président de la République,
- pour la Partie chinoise, la Direction des Télécommunications de Zhongnanhai.

A la conception de la liaison, les deux organismes, d'un commun accord:

- a) définissent la configuration technique de la liaison et les types d'équipement à employer;
- b) dressent une liste des éléments nécessaires à l'équipement de la liaison;
- c) répartissent entre les Parties la responsabilité de fournir les éléments nécessaires à l'équipement de la liaison;
- d) élaborent un protocole technique fixant des règles pour l'établissement, le fonctionnement et la maintenance de la liaison.

Une fois la liaison établie, les deux organismes tiennent en tant que de besoin des réunions d'experts convoquées d'un commun accord, à l'occasion desquelles sont discutées toutes les questions afférentes à la mise en oeuvre du présent accord : le cas échéant, le protocole technique prévu au d) du deuxième alinéa du présent article est modifié et complété d'un commun accord.

Article 4

Afin que la liaison soit établie dans les meilleurs délais après la signature du présent accord, chacune des Parties prend les mesures appropriées pour :

- a) fournir les éléments qu'il lui revient de fournir conformément aux dispositions du c) de l'alinéa 2 de l'article 3 du présent accord.
- b) mettre en oeuvre de son propre chef le protocole technique élaboré conformément aux dispositions de l'article 3 du présent accord.

Article 5

Chacune des Parties prend les mesures appropriées pour assurer la disponibilité permanente de la liaison sur son territoire et les met en oeuvre de son propre chef.

Chacune des Parties assure la maintenance de l'équipement qu'elle fournit conformément aux dispositions des articles 3 et 4 du présent accord.

En cas de non-fonctionnement de la liaison pour cause de défaillance sur le territoire d'un Etat tiers, les Parties interviennent auprès de celui-ci, conformément aux procédures adoptées par le Comité consultatif international sur la téléphonie et la télégraphie, pour lui demander de rétablir la disponibilité de la liaison.

Article 6

Les Parties ne remettent ni à un Etat tiers ni à une personne morale ou physique étrangère quoi que ce soit qui se rapporte à l'équipement de la liaison.

Les Parties prennent, sur leur territoire, toutes les mesures nécessaires pour éviter la compromission de l'information transmise par la liaison.

Article 7

La répartition entre les deux Parties de la prise en charge des coûts résultant de la mise en oeuvre du présent accord est décidée d'un commun accord dans le cadre du protocole technique prévu au point d) de l'alinéa 2 de l'article 3 du présent accord.

Les coûts consécutifs à la mise en oeuvre du présent accord sont pris en charge par les Parties dans la limite et dans le cadre de leurs disponibilités budgétaires.

Article 8

Chacune des deux Parties informe l'autre Partie par notification écrite de l'accomplissement des procédures requises par sa législation nationale pour l'entrée en vigueur du présent accord. Le présent accord entre en vigueur au premier jour du mois suivant la réception de la dernière des notifications s'y rapportant.

Chacune des Parties peut mettre fin au présent accord par notification écrite à l'autre Partie. L'accord prend fin six mois après réception de cette notification, sans préjudice de l'exécution des engagements contractés par les Parties l'une envers l'autre ou envers des tiers en vertu du présent accord.

Fait à Pékin, le 23 octobre 2000, en deux exemplaires originaux, chacun en langues française et chinoise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française:

HUBERT VEDRINE

Pour le Gouvernement de la République populaire de Chine:

JIAXUAN TANG

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE PEOPLE'S REPUBLIC
OF CHINA CONCERNING THE ESTABLISHMENT OF A STATE
COMMUNICATION LINK

The Government of the French Republic and the Government of the People's Republic of China, hereinafter referred to as "the Parties", considering that the installation, on a reciprocal basis, of the necessary technical means for telephone contacts at the highest level to be in their mutual interest, in accordance with the desire jointly expressed by the two Heads of State during the State visit to France by the President of the People's Republic of China in October 1999, have agreed as follows:

Article 1

The Parties shall establish between the Palais de l'Elysée and Zhongnanhai a direct secure telephone link - hereinafter referred to as the "link" - for confidential telephone conversations at the highest level, the encrypted transmission of written material and, as appropriate, for any modes of communication which technical progress may render desirable.

Article 2

Sufficiently diversified means shall be provided to ensure the uninterrupted availability of the link.

For that purpose, each of the Parties shall establish between the Palais de l'Elysée and Zhongnanhai a linkage mode for which it shall be technically responsible.

Article 3

Each Party shall designate an authority responsible for the implementation of this agreement:

- For the French Party, the General Staff of the President of the Republic;
- For the Chinese Party, the Zhongnanhai Telecommunication Office.

In designing the link, the two authorities shall, by mutual agreement:

- (a) Determine the technical configuration of the link and the types of equipment to be used;
- (b) Draw up a list of the necessary components for the link equipment;
- (c) Assign responsibility between the Parties for providing the necessary components for the link equipment;

(d) Develop a technical protocol setting the rules for the establishment, operation and maintenance of the link.

Once the link is established, the two authorities shall hold expert meetings, as needed, convened by mutual agreement, during which all issues relating to the implementation of this Agreement shall be discussed: the technical protocol provided for in paragraph 2, subparagraph d, of this article shall be amended and supplemented by mutual agreement, as appropriate.

Article 4

In order to establish the link as quickly as possible after the signing of this Agreement, each Party shall take the appropriate measures to:

(a) Provide the components which it is required to provide in accordance with article 3, paragraph 2, subparagraph c, of this Agreement;

(b) Implement on its own initiative the technical protocol developed in accordance with article 3 of this Agreement.

Article 5

Each Party shall take the appropriate measures to ensure the permanent availability of the link in its territory and implement them on its own initiative.

Each party shall ensure the maintenance of the equipment which it provides in accordance with articles 3 and 4 of this Agreement.

If the link does not operate as a result of a malfunction in the territory of a third State, the Parties shall intervene with that State in accordance with the procedures adopted by the International Telegraph and Telephone Consultative Committee to request it to restore the availability of the link.

Article 6

The Parties shall not make available to a third State or to a foreign juridical or natural person anything relating to the link equipment.

The Parties shall take, in their territory, every necessary measure to avoid the compromising of the information transmitted by the link.

Article 7

The allocation between the two Parties of the costs resulting from the implementation of this Agreement shall be decided by mutual agreement within the framework of the technical protocol provided for in article 3, paragraph 2, subparagraph d of this Agreement.

The costs resulting from the implementation of this Agreement shall be borne by the Parties within the limits and within the framework of their available budgetary resources.

Article 8

Each Party shall notify the other Party in writing of the fulfilment of the formalities required by its national legislation for the entry into force of this Agreement. This Agreement shall enter into force on the first day of the month following the receipt of the last such notification.

Each party may terminate this Agreement by written notification to the other Party. The Agreement shall be terminated six months after receipt of this notification without prejudice to the fulfilment of the commitments undertaken by the Parties towards each other or towards a third party in accordance with this Agreement.

DONE at Beijing, on 23 October 2000, in duplicate, in the French and Chinese languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic

HUBERT VÉDRINE
Minister for Foreign Affairs

For the Government of the People's Republic of China

TANG JIAXUAN
Minister for Foreign Affairs